

NUISANCE DES PHALANGES DU GSPC À BOUMERDÈS ET À ALGER

La situation est maîtrisée

«La situation sécuritaire dans la wilaya de Boumerdès est préoccupante. Il est nécessaire de revoir la stratégie de la lutte antiterroriste.» C'est un spécialiste de haut rang de la lutte contre les groupes islamistes armés qui a fait cette déclaration au Soir d'Algérie le 16 avril 2007.

Le climat d'inquiétude était alors palpable dans la wilaya la plus touchée par les actes criminels du GSPC. Ce même responsable joint ce jeudi 5 février 2009 pour commenter l'élimination du redoutable émir de la katibat El Feth n'a pu cacher sa satisfaction : «Il n'y a plus de terroristes recherchés originaires de la commune de Corso», le personnage éliminé habitait, en effet, ladite commune.

Ce responsable a fait, en outre, une remarque plus importante : «La situation sécuritaire de la wilaya de Boumerdès est très maîtrisable.» Le ton ne cachait pas la satisfaction et le sentiment de victoire. Il estime, par ailleurs qu'il est désormais difficile pour les groupes armés de commettre des attentats dans la capitale.

«C'était pour nous la priorité. Parce qu'une attaque réussie dans la capitale donne du moral aux terroristes et facilite la tâche aux recruteurs», dira-t-il. Effectivement, si l'on remonte jusqu'à la fin 2006, on notera que l'attentat contre la société américaine BRC a été filmé sous plusieurs angles et les CD ont été très largement distribués. Les scènes ont été également mises en circulation sur le web.

Après le second attentat, très médiatisé, qui a ciblé les commissariats de Dergana et Reghaïa, attaque réalisée dans un climat politique ayant permis malheureusement au mouvement armé de recruter massivement.

Le nombre de jeunes qui ont rejoint les maquis se comptait par centaines. Exploitant à fond le relâchement découlant de la poli-

tique de réconciliation nationale, le GSPC version Al-Qaïda Maghreb sortait la tête de l'eau.

Les bilans quotidiens des victimes devenaient effrayants. La peur se réinstallait au sein des populations du centre du pays. La dynamique a repris il y a de cela quelques mois, le chemin inverse.

Harcèlement des maquis, neutralisation des réseaux de soutien, quadrillage du territoire...

Au moment des carnages commis à l'aide de véhicules piégés ou de kamikazes par les phalanges alliées à Al-Qaïda, les services de sécurité, particulièrement ceux de la wilaya de Boumerdès, dont le territoire est aussi la base-arrière pour des attaques contre la capitale, encaissaient le coup et faisaient le dos rond. Ils ont compris néanmoins que pour venir à bout des sectes d'assassins, il fallait être patient et avoir une stratégie.

Harcèlements quasi quotidiens des maquis, collecte de renseignements, recherche et neutralisation des groupes et autres réseaux de soutien et quadrillage rigoureux du territoire par les forces combinées sont les éléments de cette stratégie.

Les ratissages et les pilonnages des grands maquis, même s'ils ne sont pas suivis de résultats probants, ont cependant pour conséquence la déstabilisation des seriates qui sont obligées de rechercher d'autres abris. Le moral des terroristes en prend un coup.

Au passage, des case-mates sont détruites. C'est



Un harcèlement quasi quotidien des maquis.

donc une partie de la logistique qui est également attaquée.

Depuis 2006, plus d'une vingtaine de réseaux de soutien composés de plusieurs individus sont tombés dans les filets des services de sécurité tous corps confondus. Pour s'approvisionner et s'informer, les terroristes sont donc obligés de sortir de leurs tanières. C'est précisément la situation recherchée par les forces de l'ordre.

En matière de recherche d'informations, les responsables demandent davantage aux citoyens de leur signaler des faits ou des personnes jugées suspectes. Par ailleurs, les citoyens ou les passagers de la wilaya de Boumerdès et de l'est d'Alger ont remarqué, ces derniers mois, le quadrillage très rigoureux fait autour de toutes les agglomérations.

Il est impossible d'entrer dans une ville sans passer par plusieurs barrages. Même l'arrière-pays est essaimé de barrages fixes.

Les automobilistes subissent des désagréments mais c'est un moyen efficace pour empêcher les terroristes de circuler.

Neutralisation des capacités militaires

La mise en pratique de cette stratégie commence à donner ses fruits. Première constatation des observateurs : les seriates ont perdu les capacités militaires pour organiser des attaques à l'arme. L'une des dernières attaques a été menée en avril 2008 contre des gardes communaux qui surveillaient un chantier dans la commune de Souk-El-Had. Les gardes communaux ont vaillamment résisté à l'assaut donné par un groupe dont le nombre a été estimé à une trentaine d'éléments qui disposait d'armements conséquents et d'explosifs.

Cette attaque s'est soldée par un fiasco pour les assaillants. Trois terroristes ont été abattus. Seul un garde communal a perdu la vie. Une autre a été effectuée fin octobre 2008 contre le barrage fixe de Tagdemt dans la commune de Dellys.

La tentative d'assaut d'un grand nombre de terroristes contre une unité militaire de moindre importance a échoué. En dépit de l'explosion d'un véhicule piégé conduit par un kamikaze, les assaillants ont été

repoussés. Le bilan faisait état de 3 terroristes abattus et 2 militaires tués. Or, quelques jours plus tard, des citoyens ont affirmé que des cadavres de 9 terroristes ont été découverts. Selon une source sécuritaire, il ne reste parmi les effectifs terroristes de la wilaya de Boumerdès qu'environ une quinzaine d'éléments expérimentés et jugés par conséquent dangereux. Cette incapacité à tenir comme par le passé un combat de face contre les services de sécurité devient donc irréversible.

Pour preuve, les islamistes armés qui considèrent le mois de Ramadan propice aux tueries n'ont pratiquement pas bougé en ce mois sacré de 2008. Depuis, seuls des civils isolés ont été attaqués pour être rackettés. D'autres sont enlevés pour exiger de leurs familles des rançons notamment à l'est de la wilaya de Boumerdès.

Les explosions télécommandées de bombes déposées aux abords des routes ont pratiquement cessé. La diminution importante des explosions de bombes artisanales est obtenue grâce à plusieurs facteurs : neutralisation d'un grand nombre de réseaux de soutien, contrôle de circulation des produits phytosanitaires (engrais et ammoniac) et opération d'identification des puces téléphoniques.

Les capacités restantes

Pour le GSPC, la wilaya de Boumerdès est importante puisqu'elle est aux portes de la capitale. Trois katibates structurent ce territoire. A l'ouest sur le chemin d'Alger, après l'élimination, ce mercredi, de son émir Bentitraoui Omar, c'est, selon un spécialiste, 90 % du potentiel de nuisance de la katibat El Feth qui est décimé. «Il ne reste que 4 ou 5 éléments de l'effectif de cette phalange», estime un officier.

Ces terroristes, sans guide efficace, sont probablement réduits à l'errance sur le piémont de Boudouaou/Tidjelabine et le massif de Bouzegza. Au centre de cette wilaya, à défaut de trouver localement un chef en mesure de mener les terroristes au combat, Droukdel l'émir national a été contraint d'importer un émir de la wilaya de Bouira et de l'imposer à la tête de la katibat El Arkam qui écume la région comprise entre Zemmouri au nord jusqu'aux montagnes de Ammal au sud. Il s'agit de Belkacem Sid-Ali alias Khaled Abou Amine.

Dans cette phalange, il y a deux groupes distincts : celui se terrant dans la forêt de Djerrah dans la commune de Ammal et le second composé d'éléments de Thenia, Zemmouri et Si Mustapha, se cachant dans la forêt de Zemmouri. Ce second groupe que mène, selon nos informations, un certain Gouri de Thenia est plus dangereux.

La reddition la semaine écoulée du terroriste Bentouati, émir de la katibat El Ansar sera probablement utile aux services de sécurité de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Cette phalange spécialisée dans le racket des fellahs et des pilliers de sable et de kidnappings dans la région, Baghliia, Bordj-Menaïel, Cap-Djenet et le nord de la wilaya de Tizi-Ouzou, est actuellement sans chef. Elle inquiète les responsables sécuritaires. Elle dispose d'un effectif jugé important, estimé par les sources sécuritaires à une centaine d'éléments disséminés dans des forêts difficiles d'accès.

Cependant, une fois la partie ouest davantage sécurisée, les services de sécurité pensent pouvoir redéployer leur énergie vers le centre et l'est de Boumerdès.

Ali F.

DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Barons et lobbys derrière l'échec des politiques successives

L'Union des paysans algériens libres (Upal) accuse «des barons et de puissants lobbys» d'être derrière l'échec des programmes publics d'aide au soutien à l'agriculture.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - L'Upal, par la voix de son porte-parole, Salah Gayed, affirme que «des individus, dont des sénateurs présents à différents niveaux au sein d'institutions liées à l'agriculture, s'adonnent aux détournements des aides publiques destinées aux agriculteurs».

«Les mêmes pratiques de détournement sont également observées dans la distribution

des produits agricoles destinés aux paysans tels que le foin et l'aliment du bétail», soutient encore le porte-parole de l'Upal lors d'une conférence de presse organisée hier à Alger.

Cette situation a eu pour résultat «l'échec des différentes politiques visant à garantir la sécurité alimentaire du pays».

Un objectif, précise Salah Gayed, qui reste irréalisable «au regard de ce qui se fait actuelle-

ment dans le secteur agricole et des dangers qui le menacent (urbanisation, augmentation de la consommation, réduction des terres agricoles et des ressources hydriques)».

Estimant que le ministère de l'Agriculture ne peut à lui seul prendre en charge cette problématique, l'Upal, préconise la mise en place d'une structure rattachée à la présidence de la République ou la chefferie du gouvernement.

Cette structure regrouperait des experts, des ingénieurs et des agricultures et dont la mis-

sion principale serait de «penser à une stratégie de développement de l'agriculture». Néanmoins, la réussite de toute politique visant la sécurité alimentaire passe, de l'avis de Salah Gayed, obligatoirement par le règlement de la question du foncier agricole, des dettes des agriculteurs ainsi que par la valorisation des compétences nationales au sein de la structure citée plus haut.

Et à propos des dettes des agriculteurs, un représentant de 450 agriculteurs de la wilaya de Tizi-Ouzou a lancé un appel pour

l'effacement de leurs dettes.

Ayant déclaré faillite, suite aux conditions météorologiques défavorables et la situation politique qu'a connue la région, les jeunes agriculteurs de Tizi-Ouzou se retrouvent en cessation de paiement et sont confrontés à la saisie de leurs biens hypothéqués car ne pouvant rembourser leurs crédits bancaires.

Un cas de figure qui concerne «plusieurs centaines d'agriculteurs à travers le pays», précise à ce propos le porte-parole de l'Union.

L. M.